

BURUNDI: Un village pour apprendre à vivre ensemble

IRIN, 29 septembre 2008

Photo: Judith Basutama/IRIN Des enfants dans le village de Muriza, dans la province de Ruyigi BUJUMBURA - Il y a quelques années encore, Mammert Buregeya, un Tutsi burundais d'âge de 54 ans, aurait probablement refusé de s'installer dans le « village de la paix » de Muriza, car il se serait alors trouvé contraint de vivre aux côtés de rapatriés hutus. « La confiance entre les [d'âge] tutsis et les rapatriés hutus appartient au passé », a-t-il néanmoins déclaré après avoir accepté la maison qu'on lui proposait à Muriza, en août. M. Buregeya était également fatigué de se déplacer de camp en camp depuis 1993, et s'est installé sans hésiter dans ce village de la commune de Butangazwa, dans la province de Ruyigi (est), même si cela impliquait qu'il allait ainsi devoir vivre aux côtés de femmes hutus rapatriées.

« Nous avons finalement compris que nous étions tous dans la même galère », a-t-il expliqué à IRIN. « Même ceux qui ont fui le pays ont connu des difficultés ; je connais une famille qui n'est revenue qu'avec un seul enfant, après avoir enterré les autres en Tanzanie ». Selon M. Buregeya, une proposition de logement dans ce village aurait semblé étrange il y a encore quelques années. « À l'époque, les Burundais tutsis et hutus s'accusaient les uns les autres responsables de leurs souffrances respectives et se rejetaient la faute lorsqu'un meurtre était commis. « Quand l'un d'entre eux passait, l'autre détournait les yeux sans dire un mot », a-t-il expliqué. La cohabitation de des paix a été encouragée par le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) à la suite d'une visite de Mammert Buregeya à Muriza, le « village de la paix » inauguré le 14 août, Muriza accueille 49 familles de d'âge tutsis et 15 de femmes hutues rapatriées, sélectionnées parmi les plus vulnérables.

Contrairement à d'autres projets, dans le cadre desquels les organisations offrent du matériel de construction aux rapatriés ou aux d'âge pour leur permettre d'originer des abris, Muriza a été construit par la World Outreach Initiative partenaire du HCR. Après avoir construit les maisons du village, l'organisation non-gouvernementale (ONG) les a remises aux habitants. Selon Bo Schack, représentant du HCR au Burundi, pour résoudre les problèmes des rapatriés, il faut aussi résoudre ceux des d'âge, surtout que bon nombre d'entre eux ont dû se déplacer maintes et maintes fois depuis 1993. « La meilleure façon de gérer cette situation était de faire en sorte que les populations sans terre et les [d'âge] cohabitent dans un village mixte situé à proximité d'une zone économiquement viable, pour assurer une stabilité et des solutions durables », a indiqué M. Schack. Jusqu'ici, les d'âge et les rapatriés cohabitent harmonieusement. « Ma femme était malade, il y a quelques jours ; une rapatriée lui a offert de l'argent pour qu'elle puisse aller chercher un médecin », a raconté M. Buregeya. Sa voisine, médiatrice Nitunga, une rapatriée, ne se souvient d'aucun malentendu ni d'aucune friction survenue depuis son arrivée de Tanzanie, le 28 août. Au contraire apprécie la façon dont les deux communautés ont surmonté leurs problèmes pour vivre ensemble. « Nous avons perdu les frères de la même manière [...] Il est préférable de vivre ensemble et d'oublier », a expliqué Mme Nitunga. Aujourd'hui, si j'ai besoin d'eau, j'entre dans une maison sans penser aux origines ethniques de son occupant. « Ici, il n'y a pas de la bière, il la partage avec les autres ». En plus d'être des modèles de conciliation, ces villages de la paix doivent permettre d'améliorer les infrastructures sociales locales. Selon Pontien Hatungimana, conseiller du gouverneur de Ruyigi, la création de ces villages permettra aux populations d'avoir accès à des écoles, à des centres de santé et à l'eau ; ce que le gouvernement ne pouvait pas leur fournir à lui seul.

Photo: Judith Basutama/IRIN Médiatrice Nitunga devant sa maison à Muriza Les prochaines étapes Si les villageois sont heureux de vivre à Muriza, certains se sont néanmoins plaints que leurs maisons étaient encore vides, les promesses de mobilier et de literie n'ayant pas encore été tenues. « Ils nous avaient promis de nous donner des couvertures et des lits mais nous attendons encore », a indiqué Mme Nitunga, ajoutant que les villageois avaient besoin de recevoir des semences d'urgence pour pouvoir se préparer pour la prochaine période des semailles. La cohabitation a également amené les d'âge à réclamer des subventions comme celles que reçoivent les rapatriés. Le HCR considère néanmoins que les d'âge ont souvent des terres ou des meubles, contrairement aux rapatriés, qui ont besoin d'un soutien total à l'installation. Les habitants de Muriza reçoivent par exemple 1 000 dollars de don accordés par un philanthrope, qui devraient être consacrés non seulement aux achats prioritaires (des lits ou des couvertures), mais aussi à la génération de revenus, selon ce qu'ils ont suggéré aux habitants. Entre autres activités, ils souhaitent ouvrir des magasins ou ouvrir des petits magasins. Muriza a permis de tirer de précieux enseignements. Aujourd'hui, grâce à cela, la commission intergouvernementale pour le rapatriement du ministre de la Solidarité nationale, de la reconstruction, des droits de l'homme et des sexes collabore avec diverses organisations afin de trouver des solutions durables pour les populations sans terre. Ce plan cible particulièrement les réfugiés qui ont fui le Burundi dans les années 1970. Il a également été demandé aux gouverneurs des provinces et au ministre de l'Administration des terres d'identifier des terrains disponibles pour permettre la construction d'environ 14 villages supplémentaires dans les provinces frontalières. Ces villages devraient devenir des villages intégrés viables, dotés de services sociaux, situés à proximité. Près de Muriza, par exemple, se trouvent une école communautaire, des commerces et un point d'eau. « Le message que nous avons reçu de la part de la population, c'est que les gens [peuvent vivre] ensemble », a conclu M. Schack. [FIN] Les informations vous sont parvenues via IRIN, un département d'informations humanitaires des Nations Unies, mais ne reflètent pas nécessairement les vues des Nations Unies ou de ses agences]